

Accord professionnel
TRANSPORT FERROVIAIRE

ACCORD DE BRANCHE DU 6 JUIN 2007
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NATIONALE DE BRANCHE DU TRANSPORT FERROVIAIRE
NOR : ASET0750756M

Le présent accord a pour objet de définir le champ d'application de la convention collective nationale de branche du transport ferroviaire. Il constituera l'article 1^{er} de la convention collective nationale du transport ferroviaire dans sa version définitive.

Article 1^{er}

*Champ d'application de la convention collective nationale
de branche du transport ferroviaire*

La présente convention collective de branche est conclue en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

La présente convention collective, intitulée convention collective nationale du transport ferroviaire, et ses annexes déterminent les conditions générales de travail et d'emploi des salariés des entreprises ayant pour activité principale le transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs.

Toutefois, la présente convention collective ne trouve pas à s'appliquer à des salariés d'entreprises dont l'activité relève du champ d'application d'une autre convention collective de branche préexistante.

Elle s'applique à l'ensemble des salariés du secteur d'activité, sauf à ceux dont les conditions de travail et d'emploi sont régies par un statut.

Les dispositions de la présente convention collective relatives à des domaines pour lesquels leur application est écartée par des dispositions légales ou un décret spécifiques ne sont pas applicables aux salariés soumis à ces textes spécifiques.

Le champ d'application géographique de la présente convention collective est le territoire métropolitain et la Corse.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent article.

Article 2

Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Article 3

Dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 6 juin 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des transports publics et ferroviaires.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

CFE-CGC ;

CGT.